

Éric Zemmour : «À droite, les raisons d'un désastre»



Dimanche dernier, François Fillon prend acte de sa défaite. Pour la première fois depuis le début de la Ve République, la droite et le centre droit ne seront pas représentés au second tour de l'élection présidentielle. - Crédits photo : Eliot Blondet/ABACA

Election présidentielle (<http://premium.lefigaro.fr/elections/presidentielles>) | Par Eric Zemmour (#figp-author)

Mis à jour le 27/04/2017 à 17h04

CHRONIQUE - Entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, entre le centre gauche et la droite extrême, quel peut être l'espace imparti à la droite ? Faute d'avoir été tranché, ce débat met désormais Les Républicains en péril.

On ne saura jamais. On ne saura jamais ce qui se serait passé. On ne saura jamais si François Fillon aurait gagné l'élection présidentielle s'il n'avait pas subi cette forme sournoise de putsch médiatico-judiciaire qu'on a appelé le «**Penelopegate** (<http://video.lefigaro.fr/figaro/video/penelope-gate-61-des-francais-decus-par-francois-fillon/5300288092001/>)». On ne saura jamais si «l'élection imperdable» n'était pas en réalité, dès l'origine, une élection ingagnable. On sait seulement que les sondeurs indiquent (et ils ne se sont nullement trompés cette fois-ci!) que sa chute avait commencé avant. Tout de suite après sa victoire triomphale à la primaire du parti Les Républicains. Dès que furent découverts dans son programme (que peu de gens avaient lu) les **projets concernant la Sécurité sociale** (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/12/12/31001-20161212ARTFIG00258-francois-fillon-ce-que-je-veux-pour-la-securite-sociale.php>) et la montée en puissance des mutuelles privées.

Une chute brutale, irrémédiable, dont il ne s'est jamais remis. Une chute qui révélait la faiblesse intrinsèque de sa candidature: les classes populaires

Une chute brutale, irrémédiable, dont il ne s'est jamais remis. Une chute qui révélait la faiblesse intrinsèque de sa candidature: les classes populaires. Des classes populaires qui ne s'étaient pas déplacées pour le scrutin de la primaire. Une absence qui avait éliminé Nicolas Sarkozy, qui avait cru les y attirer avec du «gros rouge qui tache», selon son expression favorite. Une absence qui n'a aucune importance dans une primaire «bourgeoise», même si elle fait ressembler cette compétition aux anciens scrutins censitaires sous Louis-Philippe.

Mais une absence qui rendait le candidat des Républicains inéligible. Une absence mortelle qui renvoyait la droite à son histoire depuis trente ans.

Une histoire que François Fillon connaît par cœur. Il était aux premières loges, même si c'était au second rang. Derrière **Philippe Séguin, son mentor** (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/01/27/35003-20170127ARTFIG00321-citant-philippe-seguin-francois-fillon-s-en-prend-a-la-mediocratie.php>). Pas loin de Charles Pasqua, leur allié. Nous étions en 1990. Pour la première fois, le RPR organisait des élections internes. On les prétendait «libres» alors qu'elles furent «arrangées» de bout en bout. Mais là n'est pas l'essentiel. Deux lignes s'opposaient. Séguin et Pasqua menaient la charge contre la direction du mouvement. Alain Juppé, Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy étaient dans leur viseur. Le président Jacques Chirac, adoré par les militants, s'engagea aux côtés du «meilleur d'entre nous». Contre Pasqua et Séguin.

Que disaient ces derniers? Que l'héritier du mouvement gaulliste était en train d'abandonner l'héritage du Général. Qu'il abandonnait la nation et son indépendance au nom de l'Europe ; qu'il abandonnait le social au nom du libéralisme ; qu'il abandonnait la politique industrielle au nom du libre-échange. Que sa ligne et son électorat étaient en train de s'embourgeoiser. Le RPR n'était plus «le métro à 6 heures du soir» glorifié jadis par le ténor du RPF André Malraux. Le RPR était en train de se transformer en une UDF, l'adversaire giscardien longtemps honni. Le glorieux mouvement gaulliste se soumettait idéologiquement à ses vieux ennemis centristes.

Deux ans plus tard, le référendum sur Maastricht installa le clivage interne au RPR au cœur de la vie politique nationale. Avec le second tour Macron-Le Pen, ce clivage de Maastricht a vidé de sa substance son vieux rival droite-gauche!

Alors, Pasqua et Séguin (et Fillon) votèrent non ; Juppé, Balladur, Sarkozy, et Chirac (hué par les cadres du mouvement!) votèrent oui et sauvèrent le référendum voulu par le président Mitterrand.

Le RPR devint l'UDF, c'est-à-dire un parti européiste et libéral que les classes populaires avaient déserté. Ce nouveau parti s'appela l'UMP à partir de 2002; son premier patron fut Alain Juppé.

Tout ce qu'avaient prophétisé Séguin et Pasqua se réalisa: «La droite et la gauche devinrent des détaillants qui se fournissaient au même grossiste: l'Europe.» Le RPR devint l'UDF, c'est-à-dire un parti européiste et libéral que les classes populaires avaient déserté. Ce nouveau parti s'appela l'UMP à partir de 2002 ; son premier patron fut Alain Juppé.

À force de dire des choses horribles, elles étaient arrivées. L'UMP était un parti de notables centristes, soumis au politiquement correct sur tous les sujets. Sur l'économie, il était libéral sans états d'âme ; sur les sujets de société, et sur l'immigration, il se soumettait à la doxa droit-de-l'hommiste imposée par la gauche.

Tout était bien dans le meilleur des mondes tant qu'on restait sur les plateaux de télévision. Seul Nicolas Sarkozy, inspiré par Patrick Buisson et Henri Guaino, pressentit qu'on ne gagnait pas la présidentielle au centre. Au cours de ses deux campagnes de 2007 et de 2012, il épiça son discours libéral et européiste de thèmes identitaires et sécuritaires (le fameux «gros rouge qui tache») et même sociaux (les non moins fameuses «heures supplémentaires») qui lui gagnèrent l'affection d'une partie de l'électorat populaire. Suffisante pour gagner en 2007, et pour ne pas être humilié en 2012. Entre les deux, son quinquennat avait été une cruelle désillusion.

On ne peut pas dire que François Fillon ne vit pas le danger. On ne peut pas dire qu'il ne tenta pas la même opération. **II**

(<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/09/29/35004-20160929ARTFIG00233-le-nouveau-combat-de-fillon-contre-le-totalitarisme-islamique.php>) parla de lutter contre
(<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/09/29/35004-20160929ARTFIG00233-le-nouveau-combat-de-fillon-contre-le-totalitarisme-islamique.php>)«le totalitarisme islamique
(<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/09/29/35004-20160929ARTFIG00233-le-nouveau-combat-de-fillon-contre-le-totalitarisme-islamique.php>)» (<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/primaires-droite/2016/09/29/35004-20160929ARTFIG00233-le-nouveau-combat-de-fillon-contre-le-totalitarisme-islamique.php>). Il se tint fermement contre le terrorisme. Mais, au

contraire de Sarkozy, il n'avait ni la tripe ni le talent. Il était trop pusillanime et se contentait de promettre qu'il lutterait «contre l'immigration clandestine». Valls n'aurait pas dit mieux. Il fit la campagne d'un sous-Raymond Barre, solide et rigoureux mais enfermé dans son économisme et son discours libéral de bon gestionnaire.

Contrairement à ce que croit la gauche, l'électorat populaire n'est pas forcément adepte de la dépense budgétaire et du laxisme. C'est cet électorat qui est le plus remonté contre «l'assistanat», convaincu à juste titre que cette manne arrose surtout les immigrés et leur progéniture.

En 1990, le RPR, dirigé par Alain Juppé (!), promettait la suppression du regroupement familial, du droit du sol, l'immigration zéro et affirmait que l'islam était incompatible avec la République

Mais l'électorat populaire veut qu'on sorte de l'économisme. Que les politiques fassent de la politique. Qu'on lui parle de la France, «seul bien des pauvres», comme disait Jaurès. Qu'on lui parle de l'identité nationale et de son destin. Qu'on lui parle de ce peuple dans le peuple qui grossit sur notre sol et se rattache à une autre religion, une autre civilisation, une autre loi, d'autres mœurs.

Il faut se souvenir qu'en 1990, le RPR, dirigé par Alain Juppé (!), promettait la suppression du regroupement familial, du droit du sol, l'immigration zéro et affirmait que l'islam était incompatible avec la République. Alors, le RPR de Jacques Chirac, qui refusait de s'allier au FN, avait eu l'intelligence d'adopter son programme. C'était l'un ou l'autre. Mais, avec l'UMP transformée par Juppé, c'est devenu ni l'un ni l'autre.

L'échec était au bout de cette folie politique. **Quand le Parti communiste était le premier parti de France (<http://www.lefigaro.fr/politique/2010/12/09/01002-20101209ARTFIG00663-1920-2010-grandeur-et-decadence-du-pcf.php>)**, François Mitterrand n'avait pas hésité à allier le (petit) Parti socialiste au mastodonte rouge et à «parler» le langage marxiste. Mitterrand s'était ainsi ouvert les portes de l'électorat populaire et de l'Élysée. Aucun hiérarque de la droite n'a eu l'audace d'un Mitterrand. La droite va en mourir. L'électorat populaire, hormis la parenthèse sarkozyste, est parti au Front national qui, avec Marine Le Pen, parle comme le RPR de jadis. Comme disait Danton, «on ne détruit que ce qu'on remplace». Charles Pasqua avait pourtant prévenu

Chirac et Juppé: «Prenez garde que le RPR ne devienne pas un jour le harki du FN.»

Chirac avait éclaté de rire et avait dit, comme d'habitude: «Sacré Charles, toujours aussi drôle.»



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1)

[Eric Zemmour \(<http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1649413>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1649413)

Journaliste, chroniqueur
